

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANDIDIER

1 route de Moriville
88330 Rehaincourt

Références : S-25-1464RP

Code AIOT : 0006202420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement GRANDIDIER implanté 1 route de Moriville 88330 Rehaincourt. L'inspection a été annoncée le 25/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles 2025 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDIDIER
- 1 route de Moriville 88330 Rehaincourt
- Code AIOT : 0006202420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement GRANDIDIER exploite à REHAINCOURT une installation de collecte, tri, transit et regroupement de déchets dangereux.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement a été autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 809/2000 du 17 avril 2000 modifié, pour les rubriques 2718,3510 et 3550 de la nomenclature des ICPE.

Le contrôle porte sur:

- la situation administrative au regard de la rubrique 2795 de la nomenclature des ICPE en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;
- l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...]2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) ;[...]
- l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- la transmission des registres de déchets sur l'application " Trackdéchets " en application de l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8	Sans objet
2	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
3	Maîtrise des sinistres.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
4	Traçabilité.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
5	Registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
6	Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Sans objet
7	Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 2, point 9.1	Sans objet
8	Stockage en transit des déchets d'air-bags	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection lors de la visite et l'examen des documents présentés ne mettent en évidence aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, so
Prescription contrôlée : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
Constats : Le site dispose d'une zone de lavage de fûts et l'inspection s'interroge sur le classement de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant questionné sur la nature des contenants lavés, indique que seuls sont lavés les fûts d'huiles alimentaires collectées. Ces déchets ne sont pas des déchets dangereux. L'exploitant précise que les contenants rincés appartiennent à la société ETS GRANDIDIER exclusivement. Enfin, l'exploitant indique que l'ensemble des eaux de lavages, proviennent d'une cuve de récupération des eaux pluviales de 12 000 litres et sont dirigées vers deux fosses de stockage de 30 000 litres. L'inspection conclue que les activités décrites ne relèvent pas de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, so

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant a réalisé un livret comprenant l'ensemble des documents demandés en période ouverte et non ouverte :

- les schémas d'alarme et d'alerte indiquent bien l'ensemble des actions à réaliser en terme d'alarme, d'alerte, de 1ère intervention, d'accueil des pompiers d'évacuation et des personnes à contacter ;
- les schémas ainsi que les plans de situation décrivant les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, des égouts, vannes d'isolement au niveau des séparateurs d'hydrocarbures et du bassin de rétention des eaux d'extinctions d'incendie ;
- pour l'accueil des services d'incendie, en période non ouverte, une télécommande du portail d'entrée de la société est présente dans la caserne des pompiers de Châtel, proche du site ;
- les fiches de données de sécurité sont disponibles sur le serveur de l'établissement ainsi que l'état des matières stockées qui a été présenté à l'inspection le jour de la visite ;
- la formation du personnel à la manipulation des extincteurs travaillant dans les bureaux et sur l'exploitation est réalisée tous les deux ans et celle des chauffeurs tous les 5 ans. La dernière formation a eu lieu en février 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maîtrise des sinistres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, so

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.

[...]

Constats :

Le site est équipé d'une ligne téléphonique et l'ensemble des personnels possède un téléphone portable pour alerter les services d'incendie et de secours.

L'exploitant a organisé un exercice incendie le 24 novembre 2023 en simulant un départ d'incendie d'un camion sur site, en collaboration avec les pompiers locaux qui sont intervenus sur site.

L'exploitant indique que l'exercice s'est bien passé et présente le compte rendu écrit qui a suivi.

Comme indiqué au point de contrôle précédent, les agents travaillant sur site sont formés à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, so

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis.

L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.

Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

L'état des matières stockées (déchets dangereux) est mis à jour quotidiennement. Ce document, sur papier, est établi chaque matin par un salarié qui calcule la différence entre les déchets entrants et les sortants à partir des bons de pesées établis. Un informaticien de l'entreprise travaille à l'automatisation de cet état des stocks.

Ce document est disponible à tout moment.

Un bilan annuel est réalisé et tenu à disposition de l'inspection sur site. La liste des destinataires des déchets est consultable sur le site trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, so
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none">la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none">la dénomination usuelle du déchet ;le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...]le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : <ul style="list-style-type: none">la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet [...]la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; [...]la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : <ul style="list-style-type: none">le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; [...]le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection son registre des déchets entrants sur les années 2024 et 2025, demandé par l'inspectrice. Le registre sous format d'un tableau récapitulatif présente l'ensemble des informations stipulées dans l'article susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Risques accidentels, so
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. [...]</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié que l'établissement GRANDIDIER contrôlé est inscrit dans l'application nationale Trackdéchets. Il y est inscrit depuis le 22 septembre 2021. L'inspection peut voir un Bordereau de Suivi (BS) du 1er décembre 2025 pour les batteries de la société NORAUTO ou pour des AIR-BAGS STELLANTIS en provenance d'un garage de LUDRES (département 54).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 2, point 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, so
Prescription contrôlée : Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance : L'exploitant transmet au préfet, au fur et à mesure de leur réception, les résultats commentés de la surveillance des émissions, accompagnés de toute autre donnée complémentaire nécessaire [...]. Pour la surveillance des eaux souterraines les résultats sont transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquenté).
Constats : Les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont bien transmis via l'application GIDAF et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage en transit des déchets d'air-bags

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, risques accidentels
Prescription contrôlée : 1.1 Conformité de l'installation Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Tout projet de modification à apporter à ces installations doit être, avant réalisation, porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Par courrier reçu le 06 mai 2025, le bureau d'études OTE Ingénierie a transmis pour la société ETS GRANDIDIER à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification de ces installations. Le projet consiste en : <ul style="list-style-type: none">• l'extension de l'établissement par la création d'une zone de stationnement pour les poids lourds, ainsi que la construction d'un bâtiment de stockage des contenants vides ;• et l'acceptation d'un nouveau déchet dangereux d'airbags défaillants (code déchet : 16 01 10*) collectés chez les garages automobiles et concessionnaires, regroupés dans une alvéole de stockage déjà existante et autorisée à recevoir des piles. Le rapport de l'inspection S-23-1037R-SI du 05 novembre 2025 considère que cette modification n'est pas substantielle, que les travaux peuvent être réalisés et que le nouveau déchet dangereux d'airbags défaillants (code déchet : 16 01 10*) peut être accepté. Cependant il est nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire qui est en cours de signature. Dans cet arrêté préfectoral complémentaire, il est proposé en article 3 : <u>Stockage des déchets d'airbags (code déchets : 16 01 10*)</u> Les airbags sont réceptionnés et regroupés sur le site de Rehaincourt, dans un local ou alvéole de stockage initialement autorisé à recevoir des piles, équipé de 3 parois coupe-feu 2h, ainsi que d'un plafond coupe-feu 2h. Or, l'inspection a constaté que 7 caisses d'air-bags défectueux présentes sur site n'était pas stockées dans les conditions prévues. L'exploitant, de bonne foi, a reconnu son erreur immédiatement et a déplacé les caisses d'air-bags très rapidement pour les placer dans alvéole de stockage initialement autorisée à recevoir des piles. Des photographies ont été transmises à l'inspection le jour même à 15h30.
Type de suites proposées : Sans suite